

Canagrex

on s'inquiète et se méfie de la portée considérable des pouvoirs conférés à la société dans ce projet de loi.

Je pourrais donner de nombreux exemples de l'envergure contestable de ces pouvoirs, dont les dispositions prévues au paragraphe 14a) qui autorise Canagrex à:

g) acquérir ou prendre en location et détenir des biens meubles et immeubles dans le cadre de ses activités . . .

Si le gouvernement avait l'intention de créer Canagrex pour faciliter l'exportation des produits agricoles, pourquoi, pour l'amour du ciel, faut-il que Canagrex détienne, achète ou vende des biens meubles et immeubles? Les succès que la société remportera dans le domaine des finances seront-ils comparables à ceux de la Société canadienne des postes ou de Canadair? J'aurais tendance à le croire. Pourquoi établir ses propres exploitations agricoles faisant concurrence aux exploitations existantes? Ce décret du conseil a-t-il quelque chose à voir avec l'établissement des camps d'internement qui nous a été imposé, ou les exploitations agricoles carcérales sont-elles la prochaine étape? A-t-on simplement l'intention de construire des immeubles à bureaux pour abriter davantage de bureaucrates des sociétés d'État?

N'est-il pas paradoxal que ce gouvernement veuille garantir à la société des droits de propriété alors qu'il a refusé catégoriquement de garantir les droits de propriété des Canadiens au moment du rapatriement de la constitution avec une charte des droits, m'obligeant ainsi à voter contre? De toute évidence, le gouvernement estime que le droit à la propriété est sa prérogative, pas celle des particuliers. L'URSS et la Pologne n'agissent pas autrement. Les mesures de ce projet de loi ont été conçues pour renforcer ce principe.

● (1150)

Au-delà des inquiétudes immédiates concernant la structure et les pouvoirs de la société Canagrex, il y a une question beaucoup plus importante et fondamentale, qui figure dans les amendements. Ce que l'on nous demande d'approuver ici, c'est la création d'une autre société de la Couronne, une autre intrusion du gouvernement dans la vie des Canadiens, un autre grand pas vers le contrôle étatique. Lisez le rapport du vérificateur général. Pour lui les sociétés de la Couronne constituent des gouvernements secondaires. J'aimerais beaucoup savoir qui les gens d'en face ont l'intention de mettre à la tête de cette société de la Couronne, car ce sera une vraie assiette au beurre. Voyez combien ils apprécient Canadair et ses 2.3 milliards de pertes.

A mon avis, ceux du secteur agricole qui soutiennent ce projet de loi n'ont pas réellement compris ses conséquences fondamentales. Car c'est de cela qu'il s'agit. On ne cherche pas à faciliter les achats ou les ventes à l'étranger, mais bien à donner à l'État le contrôle de l'agriculture.

Des voix: Bravo!

M. Stewart: Combien de Canadiens se rendent compte de la distance que notre nation a déjà parcourue sur la pente dangereuse du socialisme? Non pas parce que nous le voulons, mais parce que nous sommes sur la voie où nous a lancés le premier ministre (M. Trudeau). Ce dernier est un chaud partisan du contrôle étatique et du socialisme. Dans les années 50 et 60, avant qu'il n'ait le pouvoir voulu pour atteindre ses objectifs, il a exprimé son opinion sur la question dans des écrits et je ne comprends pas pourquoi les députés d'en face ne les lisent pas.

Tout cela est noir sur blanc. Laissez-moi vous citer quelques extraits de la philosophie du premier ministre. Ce n'est pas moi, mais lui qui disait:

. . . il me semble que le régime de libre entreprise s'est révélé incapable de résoudre convenablement les problèmes de la société contemporaine. C'est pourquoi je suis personnellement convaincu que dans les bouleversements inhérents à l'automatisation, à la cybernétique et à l'énergie nucléaire, la démocratie libérale ne sera pas longtemps en mesure de satisfaire nos besoins croissants de justice et de liberté . . .

Je crois à la nécessité du contrôle étatique pour maximiser la liberté et le bien-être de tous. L'idée libérale erronée de propriété a aidé à émanciper la bourgeoisie, mais elle entrave maintenant la marche vers une démocratie économique.

Il continue:

Je voudrais voir les socialistes se sentir libres d'épouser des tendances politiques ou d'utiliser des outils constitutionnels adaptés à chaque problème particulier, à chaque moment particulier.

C'était le premier ministre du Canada qui parlait ainsi. Les outils constitutionnels dont il disposait déjà, lorsqu'il a pris le pouvoir, étaient insuffisants, par conséquent il a finalement réussi à en concevoir de nouveaux, mieux adaptés à ses objectifs socialistes. La clôture, les déclarations à l'extérieur de la Chambre et la diminution des pouvoirs du Parlement.

Le projet de loi que nous étudions aujourd'hui donne au gouvernement un outil particulièrement vital pour l'expansion du socialisme: le contrôle de la production, de la production alimentaire dans le cas présent, la base même de notre existence. Est-il possible d'obtenir plus grand contrôle? Regardez ce qui s'est produit en Tanzanie lorsque l'État a pris le contrôle de la production. Regardez la Pologne qui est le pays le plus riche en terres arables de toute l'Europe. Elle nous doit 500 millions de dollars pour nos exportations de blé. Voyez ce qui est arrivé à l'Ukraine, autrefois le grenier à grain de l'Europe, lorsque l'État a pris le contrôle de l'agriculture. Le contrôle étatique paralyse les moyens de production, supprime la liberté économique et entraîne la perte des libertés individuelles.

Voilà l'enjeu de ce projet. Je le répète aux agriculteurs qui sont en faveur: réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard. Quand on est soumis à pareil contrôle, on devient esclave. On dépend de l'aide de l'État et plus cette dépendance est grande, plus l'État dispose de pouvoirs pour accroître son contrôle. C'est exactement ce qui se passe dans le domaine des communications et de l'industrie, et le ministre essaie maintenant de soumettre l'agriculture au même traitement. Le premier ministre reconnaissait le pouvoir inhérent à une telle dépendance lorsqu'il écrivait:

Étant donné que la somme des gouvernements est la somme des pouvoirs, la première tâche d'un socialiste est d'éduquer tous les gens pour qu'ils exigent le maximum de services de tous les gouvernements.

C'est ce dont nos vis-à-vis veulent convaincre les agriculteurs. Monsieur le Président, vos grands-parents auraient-ils été d'accord avec cette doctrine? Bien sûr que non. Ce sont nos grands-parents qui ont bâti notre pays, et ils n'avaient que faire du socialisme. Relisez un peu l'histoire. Ils l'ont bâti à la sueur de leur front. Aujourd'hui on enseigne le socialisme, et il faudrait aller demander aux Russes, aux Cubains et aux Chinois comment ils profitent d'un tel enseignement. La création d'une nouvelle société de la Couronne, en l'occurrence Canagrex, ne fait que renforcer la notion du contrôle étatique et du socialisme. C'est un concept dangereux et corrosif.